



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 avril 2026

L'an deux mille vingt-six et le 14 avril à 19h00,

Le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Romain RIBEYRE, Maire.

Présents : RIBEYRE Jean-Romain, PETIT Ingrid, ANDRE Augustin, ROCHE Eliette, AUDIGIER Nicolas, NGUYEN-BINH Isabelle, GHALKAOUI Ramzi, FRANCOIS Isabelle, POYET Norbert, CAPRIOGLIO Florence, RIBELLINO Franck, AULAGNER Pauline, BERNARD Nathan, SAUGET Elisabeth, OBERTI Patrice, ARCHINARD Catherine, DELVALLEE Cédric, FERRAGUT Patrice, LENAIN Franck, DUMONT Marc, PERRUSSET Benoit, ROUX Patricia, SOARES Mathieu, CAYRON Blandine, VERMOREL Guillaume, ORSET Marie, CHAILAN Thierry

Excusés : BENOIT Céline donne procuration à Jean-Romain RIBEYRE, HADDAD Catherine donne procuration à Nicolas AUDIGIER, BAULAND Manon donne procuration à Ingrid PETIT, TEYSSIER Nicolas donne procuration à Pauline AULAGNER, HUMBERT Evelyne donne procuration à Augustin ANDRE

Absent :

Secrétaire de séance : Marc DUMONT

Date de la convocation :

Délibération n° 2026-092

8 avril 2026

OBJET : Désignation des représentants de la commune au sein de la Maison de l'Emploi et de la formation

Transmis au représentant de l'Etat le :

Affiché le :

Notifié le :

21 AVR. 2026

21 AVR. 2026

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les élections municipales des 15 et 22 mars 2026 ;

Considérant l'installation du nouveau conseil municipal en date du 27 mars 2026,

Considérant qu'il convient de désigner un titulaire et un suppléant représentant de la commune pour siéger au sein de la Maison de l'Emploi et de la formation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Désigne** pour la durée du mandat municipal, ou jusqu'à ce qu'il soit procédé à une nouvelle désignation :
 - Titulaire : Monsieur Ramzi GHALKAOUI
 - Suppléante : Madame Patricia ROUX.

Extrait certifié conforme,

Jean-Romain RIBEYRE,
Maire



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée
(www.telerecours.fr)